

Prestations de retraite supplémentaires—Loi

Les Canadiens veulent voter en faveur d'un parti qui peut restaurer l'ordre et offrir une politique et des programmes. Ils veulent élire un parti qui sait où il va.

Ce n'est pas ce qu'ils ont trouvé, monsieur le Président. Le gouvernement et le parti d'en face ne savent pas où ils vont. Il n'a restauré aucun ordre et n'a aucune politique ou programme à proposer. Les Canadiens ne savent que trop bien que ce parti est en perte de vitesse, qu'il a porté un coup bas aux Canadiens et qu'il n'a tenu aucunes des promesses solennelles qu'il avait faites.

M. Lang: On verra porter des coups bas à Winnipeg.

M. Crosbie: Si le député de Kitchener veut bien se donner la peine d'écouter, il apprendra pourquoi il devra mordre si lamentablement la poussière lors des prochaines élections.

M. Lang: Vous avez dit la même chose lors des dernières élections et j'ai quand même été élu à la Chambre.

M. Crosbie: Voyons, au bas de la page 2, ce que disait le premier ministre:

Notre programme pour les années 80 tient en cinq grandes promesses.

Voilà ce que disait le chef du parti libéral qui avait jugé notre budget et notre politique ignobles pour les Canadiens. Les Canadiens se rappellent maintenant ce programme avec nostalgie. Partout dans le pays, on m'élève des statues en l'honneur de mon budget. Quand je voyage au Canada, j'ai honte d'en voir tellement.

M. LeBlanc: C'est une honte!

M. Crosbie: Cela, c'est le ministre, naguère des poissons et maintenant des travaux publics.

Les libéraux avaient fait cinq grandes promesses, monsieur le Président. Voici la première:

(1) gérer plus efficacement les finances du pays pour faire un meilleur usage des deniers publics.

Comme le déficit a maintenant atteint 23.5 milliards de dollars, je n'en dirai pas plus long là-dessus. Voici la deuxième:

(2) parvenir à la sécurité énergétique à un prix équitable pour tous les Canadiens.

Peuh! Un prix équitable pour tous les Canadiens? Le prix de l'énergie a doublé depuis deux ans. Voici la troisième promesse:

(3) élaborer une politique industrielle qui procurera des emplois...

Allons donc! Le gouvernement parle de procurer des emplois alors qu'il y a 1.6 million de chômeurs. Je poursuis:

... stimuler la croissance et augmenter la participation des Canadiens à la propriété et à la gestion de l'économie.

Que reste-t-il de l'économie, monsieur le Président? C'est la seule chose que les libéraux ont faite; ils ont augmenté la participation canadienne à la propriété et à la gestion de l'économie dont il ne reste pas diable. A quoi bon que l'économie appartienne à part entière aux Canadiens si elle est réduite à néant? Nous en sommes réduits à fabriquer des allumettes. Voici maintenant la quatrième promesse:

(4) raffermir l'économie de chaque région du pays pour assurer la prospérité de l'ensemble du Canada.

Les libéraux ont piétiné l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve. C'est à cause d'eux que Terre-Neuve a maintenant le taux de chômage le plus élevé de son histoire.

La cinquième promesse est celle qui nous intéresse, monsieur le Président. Je sais que vous êtes mal à l'aise parce que vous pensez que je m'écarte du sujet. La voici:

(5) garantir la sécurité des particuliers en venant en aide aux plus démunis d'entre eux.

C'était le cinquième article important du programme électoral des libéraux en janvier et février 1980: «garantir la sécurité des particuliers en venant en aide aux plus démunis d'entre eux.» Et voilà, chers compatriotes. Ce n'est pas une blague. C'est écrit noir sur blanc sur votre écran de télévision. C'est ce que les libéraux avaient promis. Que faisons-nous aujourd'hui? Nous nous prononçons sur un bill qui vise à supprimer l'indexation des pensions de retraite des anciens fonctionnaires fédéraux à qui on avait promis l'indexation et qui ont cotisé à leur régime en conséquence. C'est ce que le gouvernement appelle garantir la sécurité des particuliers en venant en aide aux plus démunis d'entre eux.

Voyons ce qu'on trouve un peu plus loin dans ce document de six pages. Je ne peux pas le lire en entier car le temps me manque. Voici ce qu'on voit à la page 5:

Notre parti ne se contentera pas de se croiser les bras face à la récession. Nous lutterons et nous vaincrons.

Les libéraux savaient même que la récession approchait. Ils avaient promis de faire le nécessaire pour la terrasser. Je demande aux députés libéraux de l'arrière-ban qui suivent le mouvement et votent aveuglément pour toutes les mesures que propose le gouvernement si quelque chose a été fait, en deux ans et demi, pour avoir raison de la récession? Rien du tout. Nous traversons la pire récession depuis les années 30 et les choses ne feront qu'empirer sous peu, à mon avis. Le premier ministre a prétendu que les libéraux allaient réduire le chômage et utiliser à cette fin tous les moyens économiques à leur disposition. Tous les jours, nous voyons en face de nous les moyens économiques qu'utilise le gouvernement. Voici ce qu'on peut lire à la page 6 du document en question:

Cinquinièmement, le parti libéral s'engage à redonner un sens de la dignité aux Canadiens et à garantir leur sécurité.

Les députés d'en face se lèveront et applaudiront très fort, lors du prochain congrès libéral, lorsque le premier ministre dira: «Nous nous engageons à redonner aux Canadiens un sens de la dignité tout en garantissant leur sécurité. C'est pourquoi il y a 1.6 million de chômeurs. Nous nous en moquons bien, maintenant que nous sommes au pouvoir. Ils auront oublié d'ici les prochaines élections. C'est pourquoi nous coignons les pensionnés de la vieillesse. C'est pourquoi nous avons cessé d'indexer leurs pensions. C'est pourquoi nous avons pris la même mesure à l'égard des prestataires d'allocations familiales. C'est uniquement parce que notre but ultime est de leur redonner un sens de la dignité tout en garantissant leur sécurité, et que cela ne sera pas possible tant que ces personnes auront un revenu.»

Voilà le nouveau raisonnement des libéraux, monsieur le Président: la dignité et la sécurité ne peuvent pas marcher de pair avec le revenu. Voilà le principe fondamental de la mesure dont la Chambre est saisie.

Écoutez ce qui suit, monsieur le Président, bien que je vous pardonne si cela vous fait bondir. A la page 6 du document, on peut lire également ceci: